

La Fondation Orange a lancé fin octobre 2018 la première édition du Prix Orange du livre Afrique dans le but de faire la promotion des jeunes écrivains africains et des maisons d'édition locales. Le prix récompensera en mai l'un des six finalistes du concours. Engagée dans 18 pays du continent, c'est aussi un moyen pour la Fondation d'y développer le volet culturel de ses actions.



Le Prix Orange du livre Afrique

Un tremplin pour les jeunes auteurs

Développer ses actions culturelles en Afrique, tel est le nouveau défi de la Fondation Orange. Pour atteindre cet objectif, elle a lancé fin octobre 2018, le Prix Orange du livre Afrique qui récompensera un écrivain africain, auteur d'un roman écrit en langue française, publié entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 octobre 2018 par une maison d'édition basée sur le continent. Le lauréat, qui obtiendra son prix le 23 mai dans la capitale camerounaise Yaoundé, bénéficiera non seulement d'une campagne de promotion de son opus mais se verra également remettre une enveloppe de 10 000 euros.

Pour cette première édition, 59 titres ont été proposés par 39 maisons d'édition, dans 16 pays différents du continent. Cinq comités de lecture basés au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Maroc et au Sénégal ont été chargés de sélectionner les six finalistes parmi les participants. Leurs choix se sont portés sur : le Camerounais Djaili Amadou Amal (Munyal, Les larmes de la patience, Éditions Proximité), le Sénégalais Khalil Diallo (A l'orée du trépas, Éditions l'Harmattan), le Marocain Youssouf Amine Elalamy (Même pas mort,

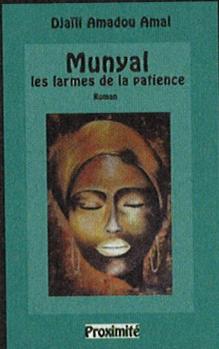
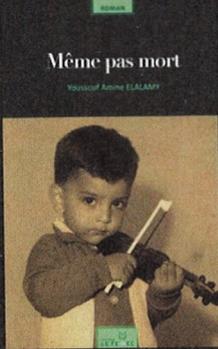
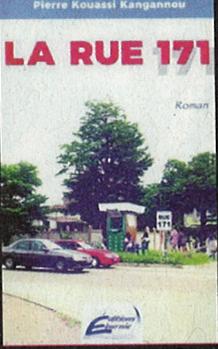
Éditions le Fennec), l'Ivoirien Pierre Kouassi Kangannou (La rue 171, Éditions Eburnie), la Marocaine Salima Louafa (Chairs d'argile, Éditions Afrique Orient) et enfin le Tunisien Yamen Manai (L'amas ardent, Éditions Elyzad). Ces derniers ont déjà bénéficié d'une promotion de leur œuvre littéraire en participant au Salon du Livre à Paris, où ils ont présenté chacun leur roman au public. L'un d'entre eux remportera donc le Prix Orange du livre Afrique après la délibération du jury final, composé en tout de neuf membres, dont l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo, le célèbre producteur et animateur d'émissions sur la langue française à RFI, Yvan Amar, ou encore l'un des finalistes du Prix Orange du livre France 2018, Wilfried N'Sondé.

« L'Afrique constitue plus de 12 % du chiffre d'affaires d'Orange »

Françoise Cosson, déléguée générale de la Fondation Orange, ne cache pas son enthousiasme du fait que le prix qui existe en France depuis 2009 puisse également bénéficier aux jeunes écrivains africains. « C'est cohérent qu'on s'investisse aussi dans le domaine de la culture en Afrique alors que jusqu'à présent nous intervenions surtout

dans les domaines sociaux et éducatifs, d'autant qu'on a une légitimité en France dans l'accompagnement de nombreux projets culturels », explique-t-elle à Amina. En Afrique, dans les pays où elle est implantée, la Fondation intervient en effet depuis une dizaine d'années dans les domaines de la santé et de l'éducation. Désormais, son objectif est de développer le volet culturel de son engagement sur le continent, notamment par le biais de la musique. Elle a en effet fait un appel à ce projet pour accompagner des festivals dans 16 pays. Parmi ceux qui ont déposé leur dossier, 11 ont été retenus et bénéficieront d'une enveloppe entre 5 000 et 20 000 euros. Pour sa part, Françoise Cosson estime « qu'il est primordial d'expliquer le fonctionnement et le rôle de la fondation en Afrique. C'est important de raconter l'histoire et pourquoi nous œuvrons dans ces territoires. Il faut savoir qu'Orange en Afrique c'est plus de 12 % de notre chiffre d'affaires, 18 000 salariés et 119 millions de clients, donc pour nous c'est très important qu'on participe au volet accompagnement solidaire et social des pays où nous sommes présents », explique-t-elle. À tous ceux qui voient d'un mauvais œil la Fondation, la soupçonnant de mêler les affaires liées à

les six finalistes

 <p>Djaili Amadou Amal Munyal les larmes de la patience Roman Proximité</p>	 <p>Khalil Diallo À l'orée du trépas roman Harmattan</p>	 <p>Youssef Amine ELALAMY Même pas mort Roman Le Fennec</p>	 <p>Pierre Kouassi Kangannou LA RUE 171 Roman Éditions Eburnie</p>	 <p>Salima LOUFA CHAIRS D'ARGILE Roman AFRIQUE ORIENT</p>	 <p>Yamen Manai L'AMAS ARDENT ROMAN Éditions Elyzad</p>
<p>Djaili Amadou Amal - <i>Munyal, Les larmes de la patience</i> - Éditions Proximité - Cameroun</p> 	<p>Khalil Diallo - <i>A l'orée du trépas</i> - Éditions Harmattan Sénégal - Sénégal</p> 	<p>Youssouf Amine Elalamy - <i>Même pas mort</i> - Éditions le Fennec - Maroc</p> 	<p>Pierre Kouassi - <i>Kangannou, La rue 171</i> - Éditions Eburnie - Côte d'Ivoire</p> 	<p>Salima Louafa - <i>Chairs d'argile</i> - Éditions Afrique Orient - Maroc</p> 	<p>Yamen Manai - <i>L'amas ardent</i> - Éditions Elyzad - Tunisie</p> 

l'entreprise qu'elle représente et à son engagement en Afrique, elle répond sans détours : « la fondation n'a rien à voir avec la partie business du groupe Orange. Nous avons toujours mené nos actions dans la plus grande discrétion et sans réclamer aucune contrepartie dans les projets que nous soutenons », assure-t-elle, soulignant que « la fondation ne fait pas de sponsoring, où une contrepartie est réclamée », en vue d'un retour sur investissement.

« On travaille toujours avec les associations et les ministères »

Comme pour mieux appuyer son propos, la responsable soutient aussi que la Fondation a toujours travaillé avec « des associations et structures sur place qui nous font part de leurs besoins ». Comme le cas de ces femmes au Mali, qui géraient une fabrique de savon, qui ont été formées au numérique dans les maisons digitales mises en place par la Fondation. L'objectif de ces formations, qui durent six mois, est de permettre aux femmes d'accéder à davantage d'autonomie.

Dans les différents pays d'Afrique où elle intervient, la Fondation a notamment créé ce qu'elle nomme : des villages Orange. « Dans ces villages on y installe à chaque fois un point d'eau, un centre de santé et une école pour favoriser l'accès à l'école aux enfants », indique Françoise Cosson. L'organisation qu'elle dirige n'est pas non

plus en reste dans le domaine de la santé maternelle et infantile dans les pays d'Afrique francophones tels que le Mali, le Niger, le Burkina, la Côte d'Ivoire... « Au Mali, nous avons financé une expérimentation sur le suivi des enfants de moins de 2 ans, où nos bénévoles se rendent dans des familles pour recueillir des informations sur la santé de l'enfant, son poids, son alimentation, puis ils envoient ces éléments au centre de santé référent qui examine ces données pour une meilleure prévention. » Un système qui permet aussi de mettre en lumière des problèmes de couple fréquents, où des femmes sont parfois victimes de violences ou se retrouvent seules à élever leurs enfants. Pour y faire face, « on a créé des après-midi de discussion sur la violence ou encore sur les maladies sexuellement transmissibles (MST) comme le virus du sida car beaucoup de ces problèmes ne sont pas abordés dans les quartiers », explique Françoise Cosson.

Engagement pour une meilleure prise en charge de l'autisme

Dans des pays comme le Cameroun, la fondation est également engagée pour une meilleure prise en charge de l'autisme et à l'amélioration des conditions de vie des enfants qui en souffrent. L'occasion d'expliquer aux populations que l'autisme n'est pas lié à la sorcellerie et qu'une prise

en charge est primordiale dès le plus jeune âge. « On a financé un projet d'inclusion de cinq jeunes autistes dans une école anglophone, qui auparavant ne sortaient pas de chez eux et ne parlaient pas. Au bout de six mois, on a constaté une évolution spectaculaire des enfants. Aujourd'hui, ils ont une autonomie dans certaines tâches, ils enlèvent leurs chaussures et repèrent les activités qu'ils font au quotidien, c'est très encourageant », assure Françoise Cosson, qui tient aussi à souligner que « la politique de la Fondation est de se dire qu'il ne sert à rien de financer tous les projets. On en finance quelques-uns par an, pour leur donner les moyens de se développer et de mieux les suivre ».

Il faut aussi savoir, selon elle, que les pays sur place contribuent de « façon importante au financement de ces projets, et on travaille toujours avec les ministères de la santé, de l'éducation car on contribue au développement des pays, où nous œuvrons. Ces ministères nous facilitent d'ailleurs le déploiement des projets. Par exemple dans le cadre des villages Orange, on construit les infrastructures, fournit les médicaments et fournitures scolaires et les ministères se chargent de recruter et gérer le personnel enseignant et soignant ». Une manière de faire qui constitue un bon moyen pour la Fondation de sceller un partenariat durable avec les différents pays d'Afrique où elle est implantée. ●